



DOSSIER CAS PAR CAS

Projet d'installation agrivoltaïque de LA FONTAINE SAINT MARTIN PV

REPONSE AUX DEMANDE DE COMPLEMENTS

55 Allée Pierre Ziller, Atlantis 2

06560 Valbonne

France

21 octobre 2024

SOMMAIRE

| | | |
|----------|---|----------|
| 1 | Réponse aux demandes de compléments | 3 |
| 1.1 | Rubrique 4.1 | 3 |
| 1.2 | Rubrique 4.6 : | 3 |
| 2 | Annexe : Mesure compensatoire zone humide actualisée | 5 |

1 REPONSE AUX DEMANDES DE COMPLEMENTS

1.1 RUBRIQUE 4.1

1.1.1 DEMANDE

Veuillez apporter plus d'éléments de caractérisation des ombrières (hauteurs caractéristiques en fonction de leur inclinaison, puissance unitaire etc). En l'occurrence vous précisez seulement que les panneaux sont placés à 2,65 m. Or, s'ils sont mobiles, les hauteurs vont nécessairement varier. Indiquez les hauteurs maximales et minimales des panneaux.

Par ailleurs, dans la présente demande vous précisez que pour 5,32 MWc installés l'emprise au sol représente 1,6 hectares. Dans une autre demande que vous avez déposée, pour un projet à puissance installée équivalente, sur une exploitation de taille équivalente, et un taux de couverture identique, l'emprise au sol représente 2,34 hectares. Merci de nous apporter les éléments nous permettant d'apprécier un tel différentiel ?

1.1.2 REPONSE DU PORTEUR DE PROJET

La hauteur présentée dans le tableau 2 de la Note de présentation du projet (§ description technique du projet p. 17) a été ajoutée dans le CERFA rubrique 4.5.

La surface de 1,6 ha mentionnée au cadre 3 est une erreur. L'emprise au sol du projet de 2,33 ha est bien indiquée dans le CERFA rubrique 4.5.

1.2 RUBRIQUE 4.6 :

1.2.1 DEMANDE

Il est attendu que le zonage du PLUi soit indiqué.

– Vous affirmez la nécessité de procéder à une compensation de la zone humide détruite à hauteur de 388 m². Pour estimer la surface de zones humides fonctionnelles détruites, avez-vous tenu compte :

- > de la phase de travaux et des inévitables phénomènes de tassements liés à la circulation d'engins lourds de chantier ?
- > du phénomène de drainage lié à la création des tranchées de raccordement ?

Enfin, la définition précise des mesures compensatoires (site de compensation, état initial de celui-ci, objectifs de la compensation en termes de fonctionnalités, suivi, etc) constitue l'une des composantes du projet entendu au sens de l'article L.122-1 du code de l'environnement. Merci de compléter le dossier sur ces points.

1.2.2 REPONSE DU PORTEUR DE PROJET

1.2.2.1 PLUi

Le chapitre 2.1.2.3.2 de la note d'accompagnement précise le zonage de la parcelle du projet. D'après le règlement graphique du PLUi, le secteur de projet est principalement classé en zonage A. Il jouxte une zone naturelle à l'extrémité sud. La Zone A correspond aux espaces agricoles. Le zonage agricole regroupe les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Les constructions et équipements de production d'énergies renouvelables y sont autorisées, sous réserve d'être en lien avec l'activité agricole et destinés à l'autoconsommation de l'exploitation, à condition d'être limités en nombre, c'est à dire proportionnés aux justes besoins et usage auxquels ils sont destinés, d'être insérés dans l'environnement, et d'être implantés à moins de 100 m du site d'exploitation »

1.2.2.2 COMPENSATION ZONES HUMIDES

L'impact estimé sur les zones humides est bien l'impact maximal. En effet, la base vie et les zones de stockage temporaires seront réalisées sur les emprises des futures plateformes. Les circulations se feront sur les zones destinées aux futures pistes, dont l'impact a déjà été pris en compte.

Les tranchées de raccordement n'auront pas d'effet drainant puisqu'elles sont hors zones humide, que ce soit sur le site de projet ou pour le raccordement au poste-source.

La recherche de compensation est en cours parmi différentes parcelles à proximité du site impacté. Une parcelle en particulier fait l'objet d'études de terrain pour réaliser cette compensation par drainage.

Le projet de compensation finalisé précisera la fonctionnalité de la compensation, ainsi que le taux de compensation. Une compensation à 200% est visée (voir ci-après).

2 ANNEXE : MESURE COMPENSATOIRE ZONE HUMIDE ACTUALISEE

| FF | | C1 | Recherche et mise en œuvre d'une zone humide compensatoire | | |
|--|---|----|--|----------------------|------------------------|
| E | R | C | A | S | Mesure de compensation |
| Général | | | Faune & Flore | Paysage & Patrimoine | Agriculture |
| Conception | | | | Travaux | Post-aménagement |
| Contexte & Objectifs | | | | | |
| <p>Malgré les mesures d'atténuation mises en œuvre (évitement partiel des zones humides pédologiques), l'impact résiduel engendré par le projet sur les zones humides est finalement de 486 m² (impact modéré) ce qui nécessite la mise en place d'une mesure compensatoire.</p> <p>486 m² seront altérés ou détruits par la construction d'une piste de circulation (386,70 m²) et l'installation des pieux supportant les modules PV (99,30 m²).</p> <p>La compensation <i>in situ</i> est possible par un effacement du plan d'eau. Cette mesure permettrait de recréer une zone humide floristique dans la continuité de l'existante. Le cours d'eau serait moins perturbé par le plan d'eau. La superficie du plan d'eau permettrait de compenser les zones humides impactées. Plusieurs espèces patrimoniales d'amphibiens, de reptiles, d'oiseaux et d'insectes utilisent le plan d'eau pour s'y reproduire ou pour s'y nourrir. Une demande de dérogation espèces protégées sera nécessaire pour mettre en place cette mesure. Une mare devra être créée à proximité (hors zone humide pédologique et hors zone humide floristique).</p> <p>Dans le cas où l'effacement du plan d'eau ne serait pas possible (désaccord du propriétaire, demande de dérogation espèces protégées refusée), plusieurs alternatives sont donc à développer : Modifier l'implantation du projet en diminuant davantage l'emprise au sol et/ou préempter une zone de compensation en dehors du site étudié. Pour cela, une recherche de zones humides dégradées à restaurer, au plus près de la zone impactée, et au pire dans le sous-bassin concerné, serait à mener. Il s'agit généralement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Parcelles en culture drainées (drains souterrains ou réseaux de fossés) sur lesquelles supprimer les drains et convertir en prairie ; - Anciennes zones humides remblayées ou imperméabilisées (suppression du remblai) ; - Zones humides envahies par des Espèces Exotique Envahissante (suppression d'invasives) ; - Zones humides déconnectées du cours d'eau par la présence de levée de berge, bourrelet de curage ou digue (suppression de la digue) ; - Plantation de boisement monospécifique en zones humides (ex : peupleraie) pour une suppression du boisement en place (si peu d'enjeux faune) ; - Plan d'eau sur ancienne zone humide (pour une action de suppression de plan d'eau totale ou partielle). | | | | | |
| Descriptif de la mesure / Modalités techniques | | | | | |
| <p>La typologie préconisée en 2018 distingue les actions écologiques à mener sur les sites de compensation selon les trois grandes familles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renaturation des milieux : création / renaturation d'un habitat ou d'un milieu sur un site où il n'existait pas initialement - Restauration / réhabilitation des milieux : actions consistant à faire évoluer l'habitat ou le milieu vers un état écologique plus fonctionnel - Evolution des pratiques de gestion : faire évoluer positivement les pratiques de gestion de l'habitat dans le temps et de façon pérenne sans intervention initiale <p>Pour évaluer le gain de fonctionnalité de la mesure compensatoire sur les zones humides, une évaluation des fonctionnalités devra parallèlement être réalisée.</p> | | | | | |
| Conditions de mise en œuvre / Limites / Points de vigilance | | | | | |
| <p>La mesure doit permettre de compenser la même équivalence sur le plan fonctionnel (hydrologique et biologique), et dans la même masse d'eau. Si ces conditions cumulatives ne peuvent pas être assurées, la surface compensée doit alors s'appliquer sur une surface égale à au moins 200 % de la surface de zone humide impactée.</p> | | | | | |
| Localisation | | | | | |
| <p>Le porteur de projet vise une compensation à 200%, soit 776 m².</p> | | | | | |
| Coût indicatif | | | | | |
| <p>Parcelle à l'étude.</p> | | | | | |
| Modalités de suivi envisageables / Indicateurs d'efficacité | | | | | |
| <p>Suivi de la zone humide restaurée par un écologue pendant 20 ans + compte rendu après chaque année de suivi.</p> <p>8 suivis réalisés au total, aux années n+1, n+2, n+3, n+5, n+7, n+10, n+15, n+20.</p> | | | | | |